



ASSEMBLEE GENERALE DU 13 DECEMBRE 2022 à TARBES .

AGIR POUR DEFENDRE NOTRE BIEN COMMUN : L'HÔPITAL ET LA SANTE PUBLIQUE.

Mardi 13 décembre 2022 l'Association Sauvegarde Hôpitaux Santé Hautes Pyrénées tenait son assemblée générale ordinaire après 4 mois d'existence.

75 personnes s'étaient donné rendez-vous à l'amphithéâtre de la bourse du travail de Tarbes en dépit d'une annonce quelque peu tardive de la réunion.

Depuis septembre ce sont 180 personnes qui ont rejoint l'association avec la volonté d'agir pour sauvegarder ces biens communs que sont l'hôpital et la santé publique.

L'hôpital et la santé publique dans notre pays ont été attaqués depuis plus de 30 ans par des politiques dites de rationalisation qui ont conduit à l'effondrement progressif de notre système de santé.

Tarifification à l'activité, loi Hôpital Santé Territoire, hôpital/entreprise, maintien de fait d'un numerus clausus, montée en puissance des fonds d'investissement dans la santé privée..... Telles sont les recettes qui ont produit l'appauvrissement, l'endettement financier des hôpitaux et la désertification médicale.

La crise du COVID 19 aura sans doute servi de révélateur mais cela faisait des mois et des années que les soignants dénonçaient la dégradation constante du système, la détérioration de la prise en charge des patients, la souffrance institutionnalisée dans les hôpitaux et les EHPAD, la dégradation ininterrompue des conditions de travail des soignants, provoquant des départs massifs de professionnels.

103 000 lits d'hospitalisation supprimés en 25 ans, 21 000 sur les 5 dernières années et en pleine pandémie, des services d'urgence qui ferment totalement ou partiellement, le filtrage/triage des malades, une pédiatrie hospitalière en jachère.....

Face à ces constats terribles, et en dépit de la communication officielle autour du CNR santé, on constate que ce sont les mêmes recettes que l'on veut continuer d'appliquer alors qu'elles ont conduit au désastre.

Le maître mot de la politique de santé publique devient désormais **l'attractivité**, synonyme de concurrence entre territoires.

Dans les Hautes Pyrénées, alors que les urgences de Bagnères de Bigorre sont fermées la nuit, que celles de Tarbes sont saturées, que le site de l'Ayguerote fait la une de journaux pour cause de souffrance institutionnalisée, que **le département ne dispose plus depuis octobre 2022 de service de soins palliatifs**, la solution miracle serait la construction d'un hôpital unique à Lanne, **avec une quarantaine de lits d'hospitalisation en moins et une montée en puissance de l'ambulatorio.**

Lors de l'assemblée générale plusieurs intervenants se sont succédés, apportant leur éclairage sur la situation que nous vivons, les causes et les propositions.

♦ **Christian Jouanolou**, médecin au SAMU de Bordeaux pendant 30 ans et actuellement à SOS médecin, a passé en revue les politiques de santé qui depuis 35 ans ont conduit au désastre que nous connaissons, notre système de santé ayant dégringolé de 14 places dans le classement mondial effectué par la revue Lancet. Tarifification à l'activité, marchandisation et privatisation de la santé publique de moins en moins rampante et de plus en plus assumée, absence de planification de la formation de professionnels, volonté d'étatiser et de réduire le champ d'intervention de la sécurité sociale..... alors qu'il faut réhabiliter la COTISATION SOCIALE , accepter qu'elles puissent augmenter pour que le financement solidaire de la protection sociale soit assuré.

♦ **Cécile Argentin** de France Nature Environnement a mis en lumière les graves carences, insuffisances et incohérences du projet d'hôpital unique à Lanne. Un projet qui ignore littéralement les questions environnementales (problèmes de réseau, d'assainissement, de transports, de respect des zones humides....). En matière de mobilité, le projet a ainsi été qualifié de primaire et les documents rendus publics de totalement insuffisants, le dossier technique n'ayant pas été porté à la connaissance des élu.e.s et de la citoyenneté.

Elle a insisté sur l'urgence à agir au niveau des élu.e.s et des populations pour empêcher cette aberration en soulignant le danger d'une Déclaration d'Utilité Publique prise par la Préfecture en dépit des insuffisances

criantes et de l'absence de véritable débat et d'examen des données techniques et environnementales du projet.

♦ **Jean Michel Lehmann**, ancien maire d'Odos, est revenu sur la genèse du projet d'hôpital unique et de l'absence totale de débat citoyen et démocratique sur le sujet.

Il a rappelé dans quelles conditions ce projet avait été initié, et quasiment imposé sans éléments pour débattre, à l'initiative de l'ARS avec le soutien d'un certain nombre d'élus du département.

Pour lui comme pour l'auditoire il est urgent de permettre que ce débat ait lieu et que les solutions alternatives qui existent (la rénovation des deux hôpitaux de Tarbes et de Lourdes est tout à fait possible et serait sans doute moins onéreuse que la construction prévue à Lanne qui ignore tant de coûts directs et indirects) soient débattues.

Il a été rappelé au cours de la réunion que la discussion sur le projet se résume en une formule répétée par le directeur de l'ARS le 28 novembre dernier : « **A prendre ou à laisser** ». Cela est proprement inacceptable.

Il a d'ailleurs été rappelé qu'à ce jour ce sont près de 17 000 signatures qui ont été recueillies contre le projet de Lanne.

Lors de l'assemblée générale **une adhérente de l'association de défense de l'hôpital de Bagnères de Bigorre** (Association B2B) est également intervenue, soulignant la complémentarité des actions initiées par les deux associations et la nécessité d'engager des actions communes pour défendre la santé publique sur notre territoire.

De même une soignante de l'hôpital de Tarbes a témoigné des difficultés rencontrées au quotidien pour soigner et le désarroi des personnels qui en viennent à se demander si un nouvel hôpital ne serait pas une solution, tant l'hôpital de Tarbes est aujourd'hui en crise (AVC ne pouvant être pris en charge, aspiration par Pau de l'activité de médecine nucléaire, difficultés de l'activité de scintigraphie de stress, pourtant primordiale dans le diagnostic de certaines affections cardiovasculaires....).

Au-delà de ces témoignages de professionnels, nous avons entendu durant la soirée un témoignage poignant d'une habitante du département qui avait perdu son père cet été, attendant durant des heures une prise en charge pour des problèmes respiratoires. Elle a exprimé son refus de l'hôpital de Lanne qui l'éloigne encore plus de l'accès aux soins.

A cet égard, un diaporama projeté a rappelé l'importance des temps de trajet pour accéder aux structures de soins dans notre département de montagne.

Car c'est aussi cela le résultat des politiques de santé subies depuis des décennies : une dégradation de la prise en charge des habitants, des pertes de chance pour soigner certaines pathologies et une inégalité territoriale qui fait de certains territoires des déserts médicaux et des lieux de relégation en termes de santé.

C'est contre tout cela et avec la ferme volonté de travailler collectivement avec d'autres acteurs (syndicats, associations, partis et mouvements politiques, élu.e.s de terrain) que l'association a décidé d'agir.

En fin d'assemblée générale vingt personnes supplémentaires ont adhéré à l'association, deux nouveaux adhérents ont intégré le conseil d'administration de l'association, et il a été **décidé collectivement d'agir dès janvier 2023, de continuer la campagne de signatures de pétition qui fera l'objet d'une remise au préfet et à l'ARS, d'organiser des réunions publiques, de rencontrer les élu.e.s du département pour travailler ensemble à l'organisation de véritables assises de la santé qui seront autre chose que les CNR Santé.**

A ce titre, il est hallucinant de constater que le CNR Santé organisé par le Ministère de la santé et l'ARS à Tarbes le 28 novembre dernier ne comptait pas évoquer la question de l'hôpital unique et n'a jamais abordé la question de la tarification à l'activité.

Il aura fallu les prises de parole de Yannick Boubée, Maire d'Aureilhan, de Pierre Lagonelle conseiller municipal de Tarbes et de notre association pour que le sujet de l'hôpital unique soit évoqué.

Pour notre association, contrairement aux affirmations de certain.e.s le débat n'est pas et ne peut être clos.

La santé publique et l'hôpital public méritent autre chose que des débats formatés et le maintien d'un cadre d'action qui a prouvé toute sa nocivité sur les 30 dernières années.

De nouvelles initiatives et rendez-vous seront donc annoncés dès le mois de janvier 2023.